

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**



19116082

le,



14 AOUT 2019

Greffe

N° d'entreprise : **0727 826 335**

Nom

(en entier) : **la main a la patte**

(en abrégé) :

Forme légale : **asbl**

Adresse complète du siège : **265 route de souxhon , 4400 flémalle**

Objet de l'acte : acte de constitution

Texte

Les soussignés

Mr ASSENMACKER didier , domicilié route de souxhon 265 a 4400 Flémalle

Mad HALSBAND muriel , domiciliée rue jean servais 13 a 4400 Awirs

Mad De wasch virginia , domiciliée route de souxhon 5 a 4400 flémalle

Se sont réunis afin de constituer entre eux une association sans but lucratif dont les statuts sont réglés comme suit :

TITRE / -DENOMINATION _SIEGE_BUTE SOCIAL_DUREE

Article 1

L' association à pour dénomination : "La main a la patte"

Article 2

Le siège social de l' association est établi a Flémalle (4400) , route de souxhon 265(arrondissement judiciaire de liège)

Le siège d' exploitation est établi a rue trixhelette 9 / 4537 verlainne L' adresse de se siège ne peut etre modifiée que par décision de l' assemblée générale conformément à la procédure légale en cas de modification emporte dépôt des statuts modifiés coordonnés au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent.

Article 3

L' association : La main a la patte:à pour but :

- L' education des chiens de toute races.
- L' aide à toute personnes dans l' education ou la rééducation de sont chien.
- La sociabilisation et l' intégration du chien dans la société.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 28/08/2019 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

- La promotion, de la manière la plus large qu'il soit, de la formation de chiens d'aide.
- La mise à disposition ainsi que la formation et le suivi des chiens.
- Les activités Assistées par l'animal à orientation thérapeutique, éducative ou sociale, dans toutes les collectivités et auprès de tous les types de publique qui le souhaitent et qui sont désireux de s'inscrire dans le développement de tels projets.
- De former des personnes désireuses de s'inscrire dans la réalisation de tels projets.
- L'organisation de balade canine.

De manière plus générale, l'association *la main a la patte* se réserve le droit d'utiliser tous les moyens légaux qui contribueront, directement ou indirectement, à la réalisation de l'objectif. En exécution de ce qui est stipulé ci-dessus, l'association *"la main a la patte"* peut, notamment, acquérir, louer ou donner en location toutes propriétés ou droits réels, recruter du personnel, conclure des contrats valables, récolter des fonds, en résumé exercer ou faire exercer toutes les activités qui justifient son objet. Dans le cadre de la réalisation de son objet, l'association peut même poser des actes commerciaux.

Article 4

La durée de l'association n'est pas limitée dans le temps, elle peut en tout temps être dissoute.

Article 5

L'association, *la main a la patte*, se compose de membres fondateurs et de membres adhérents. L'association, *la main a la patte*, est composée de membres fondateurs dont le nombre ne peut être inférieur à trois. Le nombre des membres adhérents est illimité.

La plénitude de l'adhésion, y compris le droit de vote à l'assemblée générale, revient exclusivement aux membres et non aux membres adhérents.

Les membres adhérents n'ont que les droits et obligations fixés explicitement par les statuts. Les clauses statutaires concernant ces droits et obligations peuvent être modifiés sans la consultation ou l'accord des membres adhérents.

Article 6

Peut devenir membre de l'association, toute personne physique ou morale qui est acceptée en tant que membre par le conseil d'administration. Lors de la prise de décision, le conseil d'administration s'en tiendra aux directives telles qu'elles auront éventuellement été reprises dans le règlement d'ordre intérieur.

Peut devenir membre adhérent de l'association toute personne physique ou morale, en ordre de cotisation, qui est acceptée en tant que membre adhérent par le conseil d'administration vu son lien avec l'association. Lors de ses prises de décision, le conseil d'administration s'en tiendra aux directives telles qu'elles auront éventuellement été reprises dans le règlement intérieur.

Le conseil d'administration pourra accorder le titre d'affilié d'honneur ou de parrain à toute personne dite physique ou morale souhaitant apporter son concours à l'association et qui serait ainsi appelée à faire partie de comité de parrainage. Cette qualité peut être cumulée avec celle de membre ou membre adhérent de l'association.

Article 7

La cotisation annuelle des membres adhérents est fixée par le conseil d'administration et peut être revue chaque année.

Article 8

Les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission au conseil d'administration. La démission est effective dès l'assemblée générale suivante. Les membres adhérents peuvent se retirer à n'importe quel moment. L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Le non respect des statuts ou du règlement intérieur, les fautes graves, le défaut de paiement des cotisations, les actes ou paroles qui portent atteinte à la réputation de l'association, peuvent justifier l'exclusion.

Le conseil d'administration peut suspendre les membres visés, jusqu'à décision de l'assemblée générale. L'adhésion d'un membre ou d'un membre adhérent prend fin automatiquement par son décès, ou s'il s'agit d'une personne morale, par sa dissolution, fusion, scission ou faillite.

Les membres ainsi que les membres adhérents démissionnaires ou exclus et leurs ayants droit n'ont aucune part dans le patrimoine de l'association et ne peuvent jamais exiger la restitution ou

l'indemnisation des cotisations versées ou des apports effectués.

Article 9

Le conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi du 27 juin 1921.

TITRE III - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 10

L'association est gérée par un conseil d'administration comportant de 3 à 5 administrateurs. Ils sont nommés par l'assemblée générale et sont à tout moment révocables par celle-ci.

Article 11

Les administrateurs sont nommés pour un temps indéterminé. Si, à la suite d'une démission volontaire ou d'une destitution, le nombre d'administrateurs tombe au dessous du minimum légal, les administrateurs restent en fonction jusqu'à ce qu'il soit suppléé à leur remplacement.

Article 12

- a. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, éventuellement un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire et un trésorier. Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions. Le président ou le secrétaire convoque le conseil. Le président préside la réunion. En cas d'absence, le président désignera la personne prenant sa place.
- b. Le conseil d'administration ne peut statuer valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouveau conseil peut être convoqué avec le même ordre du jour, et il délibérera et statuera valablement si au moins deux administrateurs sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, la voix du président ou de celui qui le représente, est déterminante.
- c. Chaque administrateur peut donner procuration par écrit à un autre administrateur pour le représenter à une réunion du conseil d'administration.
- d. Le conseil d'administration peut se réunir par téléphone ou vidéo conférence. Les règles reprises aux points "a à c" ci-dessus sont d'application.
- e. Dans des cas exceptionnels, lorsque l'urgence et l'intérêt de l'association l'exige, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises avec l'accord unanime des administrateurs. Cet accord peut être communiqué par lettre, sms, fax ou e-mail. Cette procédure ne peut toutefois pas être suivie pour l'établissement des comptes annuels.
- f. Les décisions de chaque réunion sont consignées dans des procès-verbaux, signées par le président et/ou le secrétaire et inscrites dans un registre spécial. Les extraits qui doivent être remis ainsi que tous les autres actes, sont dûment signés par le secrétaire ou un administrateur.

Article 13

- a. Le conseil d'administration gère les activités de l'association et la représente dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il est compétent pour toutes les questions, à l'exception de celle qui sont expressément réservées à l'assemblée générale par la loi. Le conseil peut même poser des actes de disposition.
- b. L'association n'est valablement engagée à l'égard des tiers que par la signature conjointe de deux administrateurs ou celle de son président. Les administrateurs qui agissent au nom du conseil d'administration ne doivent pas fournir de preuve ou d'autorisation à l'égard des tiers.
- c. Pour certaines opérations et tâches et pour les actes de gestion journalière, le conseil d'administration peut déléguer sa compétence à une gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs ou même à une autre personne, membre ou non de l'association. La durée de cette délégation est déterminée par le conseil d'administration et le mandat peut être à tout moment révoqué avec effet immédiat par celui-ci.
- d. Le conseil d'administration est compétent pour fixer les pouvoirs ainsi que les éventuels salaires, appointements ou honoraires. Ceux-ci sont désignés pour un an (et en ce cas rééligibles) ou pour une durée indéterminée. Ils sont de tous temps révocables par le conseil d'administration. La (les) personne(s) concernée(s) n'aura (auront) pas à justifier de ses (leurs) pouvoirs vis-à-vis des tiers.

- e. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration, sur les poursuites et diligences d'un administrateur délégué à cet effet ou du/des organe(s) délégué(s) à la représentation.
- f. L'assemblée générale statue sur le règlement d'ordre intérieur proposé par le conseil d'administration. Les modifications apportées au règlement d'ordre intérieur peuvent être établies par le conseil d'administration mais doivent être entérinées par l'assemblée générale. Ce règlement d'ordre intérieur permet de prendre toutes les mesures, non contraires aux dispositions contraignantes de la loi ou des statuts, relatives à l'application des statuts et du règlement des affaires sociales en général, et tout ce qui est jugé dans l'intérêt de l'A.S.B.L. peut être imposé à tous les membres ou leurs ayant droit.

TITRE IV - ASSEMBLEE GENERALE

Article 14

L'assemblée générale se compose de tous les membres. S'ils le souhaitent, les membres adhérents peuvent également être présents, mais ils ont exclusivement une voix consultative.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par la personne désignée par celui-ci.

Un membre peut se faire représenter par un autre membre. Chaque membre ne peut toute fois représenter qu'un seul autre membre.

Chaque membre dispose d'une seule voix à l'assemblée générale.

Article 15

L'assemblée générale est exclusivement compétente pour:

- a. Modifier les statuts
- b. Nommer et révoquer les administrateurs
- c. Le cas échéant, nommer et révoquer les commissaires et déterminer leur rémunération éventuelle.
- d. Donner décharge aux administrateurs et commissaires.
- e. Approuver le budget et les comptes
- f. Dissoudre volontairement l'association.
- g. Exclure un membre.
- h. Transformer l'association en une société à objet social.
- i. Tous les cas où les présents statuts l'exigent.

Article 16

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration chaque fois que l'objet ou l'intérêt de l'association l'exige et elle doit être convoquée chaque fois qu'un cinquième des membres le demande. Elle doit être convoquée au moins une fois par an pour l'approbation des comptes de l'année suivante en un lieu et à une date à déterminer par le conseil d'administration et qui tombe avant le 30 juin de l'année en cours.

Tous les membres doivent être convoqués à l'assemblée générale par le conseil d'administration par lettre ordinaire, courrier, ou fax adressé au moins huit jours à l'avance. L'invitation est signée par le président ou le secrétaire. Elle mentionne la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale.

La convocation reprend l'ordre du jour tel qu'il est établi par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut statuer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour à condition que tous les membres soient présents ou représentés.

Article 17

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et représentés. En cas de partage des voix, la voix du président est déterminante.

En cas d'exclusion d'un membre, d'une modification des statuts ou de dissolution de l'association, la procédure prescrite par la loi sera respectée. Lors d'un vote sur un changement des statuts ou une dissolution, les abstentions sont comptées comme des voix contre.

Article 18

Un rapport de chaque réunion est établi, signé par le secrétaire ou un administrateur et repris dans un registre particulier. Des extraits de ce rapport sont signés par le secrétaire ou un administrateur.

Article 19

Tous les membres peuvent consulter le registre des membres au siège de l'association, ainsi que tous les rapports et décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et des personnes, exerçant ou non une fonction d'administration, qui exercent un mandat dans l'association ou pour son compte ainsi que toutes les pièces comptables de l'association. A cette fin, ils adressent une demande écrite au conseil d'administration avec lequel ils conviendront d'une date et heure de consultation des documents et pièces. Ceux-ci ne pourront être déplacés.

TITRE VI - BUDGETS - COMPTES - CONTRÔLE

Article 20

L'exercice de l'association court du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 21

Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront régulièrement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration.
Les comptes et les budgets sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément à l'article 17 de la loi du 21 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 22

Lorsque la loi l'exige, l'assemblée générale désigne un commissaire, choisi parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises, chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il est nommé pour quatre années et est rééligible.

TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 23

Sauf dans les cas de dissolution judiciaire et de dissolution d'office, seule l'assemblée générale peut décider de la dissolution, de façon prescrite par la loi.
En cas de dissolution volontaire, l'assemblée générale, ou à défaut le tribunal, nomme un ou plusieurs liquidateurs. Elle détermine également leurs compétences ainsi que les conditions de la liquidation.

Article 24

En cas de dissolution, les actifs, après apurement des dettes, sont transférés à une association qui vise un objectif similaire. L'assemblée générale qui décide de la dissolution désignera l'association qui recevra le solde de la liquidation.

Article 25

La loi du 27 juin 1921 ou la législation qui modifierait cette loi après la constitution de l'association, ainsi que les dispositions légales, le règlement d'ordre intérieur et les usages en la matière sont d'application pour tout ce qui n'est pas expressément régi par les statuts.